

Les conditions d'évolution vers les pratiques de Lutte Intégrée

Claire Lamine and Isabelle Haynes, INRA EcoInnov France; Januurma, LEI Wageningen UR, Pays-Bas; Réjane Paratte, INRA EcoDev, France; Egon Noe, Aarhus University, Danemark; Mary-Louise Burnett, Rothamsted Research, Royaume-Uni



© J.C.Bouvier, INRA, France



Qualité et Sécurité
Alimentaire

SIXIÈME PROGRAMME CADRE

Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures - Numéro 1

Provenance des résultats

Les résultats présentés sont issus d'interviews qualitatives réalisées auprès des professionnels travaillant dans les secteurs de la pomiculture et du blé (producteurs, leaders de groupements de producteurs, conseillers agricoles) et d'un travail collectif mené dans quatre pays : la Suisse (CH), la France (F), les Pays-Bas (NL) et le Royaume-Uni (UK). L'ensemble de ces travaux a été complété par des analyses comparatives.

L'Évolution vers la Lutte Intégrée s'effectue graduellement

L'évolution vers la Lutte Intégrée s'effectue par paliers. La première étape consiste à évaluer l'efficacité des intrants (E), substituer (et/ou réduire) ces intrants (S) pour finalement s'orienter vers une reconceptualisation complète des pratiques agricoles (R) (modèle ESR (Hill, 1985, voir Tableau 1). « *Nous avons très rapidement compris qu'il ne suffisait pas de réduire le nombre des traitements pour améliorer la qualité des fruits, d'autres facteurs, tels que le fumier et l'élagage méritent également d'être pris en considération* » (un arboriculteur suisse). Dès lors, la question fondamentale est : comment rendre possible cette évolution ?

Tableau 1. Le modèle ESR (efficacité-substitution-reconceptualisation)

E	<ul style="list-style-type: none">> Augmenter l'efficacité des intrants> Augmenter l'efficacité des pratiques conventionnelles> <i>Mais sans réduire la dépendance aux intrants</i>	<ul style="list-style-type: none">> Faible niveau de Lutte Intégrée, agriculture de précision
S	<ul style="list-style-type: none">> Substitution des intrants chimiques par des intrants biologiques> Remplacer les pratiques conventionnelles par des pratiques plus respectueuses de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">> Niveau élevé de Lutte Intégrée, certaines exploitations en agriculture biologiques> Utilisation de méthodes de contrôle biologique, allongement des rotations des cultures
R	<ul style="list-style-type: none">> Reconceptualisation des pratiques agricoles en faveur d'une gestion naturelle de la fertilité des sols et des populations d'ennemis, tout en maintenant un niveau de rendement acceptable> Les problèmes des étapes E et S (prévention) seront résolus grâce à l'instauration d'un nouvel équilibre écologique	<ul style="list-style-type: none">> Niveau élevé de Lutte Intégrée, certaines exploitations en agriculture biologiques

Source: Adapted from Hill, S.B. 1985. Reconceptualiser le système agro-alimentaire pour une production durable. *Alternatives* 12(3/4): 32-36.

La volonté d'évoluer vers la Lutte Intégrée est d'autant plus forte lorsque les producteurs sont organisés en groupements

Lorsqu'ils font partie d'un groupement de producteurs, les agriculteurs échangent et partagent leurs expériences, ce qui renforce leur confiance lorsqu'ils ont des décisions à prendre puisqu'ils peuvent en discuter avec leurs collègues. Ensemble, ils parviennent à mettre au point des solutions techniques adaptées à leurs besoins, souvent grâce à l'aide d'un conseiller et parfois de scientifiques. La plupart des agriculteurs pratiquant la Lutte Intégrée font partie d'un groupement ou d'une organisation agricole, les agriculteurs isolés sont minoritaires.

Cinq facteurs contribuant à promouvoir la Lutte Intégrée

Les agriculteurs aiment discuter des méthodes permettant de rationaliser leurs pratiques de culture et répondant à leurs attentes économiques. Pour eux, la réduction des pesticides est avant tout une question d'ordre économique. Il faut donc générer une autre forme de motivation, par exemple en mettant en place une

Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures - Numéro 1

réglementation (cas de la Suisse) et/ou une politique environnementale (en France, certains agriculteurs sont associés à des programmes locaux pour la protection de la qualité de l'eau) pour encourager la Lutte Intégrée, en particulier lorsque les prix augmentent et que la rentabilité des rendements est élevée. Ce débat doit être étendu à l'ensemble de la société, car l'impact de l'agriculture sur l'environnement est une question d'ordre public. D'autres mesures en faveur d'une Lutte Intégrée impliquent l'engagement des chercheurs et des scientifiques, la création d'une dynamique collective intégrant l'ensemble des agriculteurs et la mise en œuvre de nouvelles stratégies de vente.

Tableau 2. Conditions d'évolution vers la Lutte Intégrée dans quatre pays européens

	Pomiculture (CH)	Pomiculture (F)	Blé (F)	Pomiculture (NL)	Royaume-Uni
Impact des politiques publiques	Fortes exigences environnementales pour recevoir des subventions	Peut être intensifié au niveau national et local (par exemple, bassin versant)		Plans d'Action concernant les Pesticides en 1991 et en 2001	Programme National d'utilisation des Pesticides 2006
Engagement de la communauté scientifique	Fort particulièrement durant les années 70 et 80.	Régions pilotes (études sur la lutte Intégrée appliquée à la production des fruits)	Régions pilotes (études sur la réduction des pesticides)	Fort lors de programmes et de campagnes d'action sur les pesticides, puis en régression	Fort au sein de la Direction pour la Sécurité des Pesticides
Dynamiques collectives paysannes	Fort particulièrement durant les années 70 et 80.	Dynamique liée au marché (groupements de producteurs)	Fort au sein de certains groupes militants	Dynamique liée au marché (coopératives) et aux groupes d'étude	Fort au sein de certains groupes militants
Impact sur les stratégies de vente	Les labels de qualité associant les grandes surfaces et les producteurs n'ont pas rencontrés un grand succès auprès du public	Labels qualité grandes surfaces	Impact quasi nul (sauf pour quelques circuits directs du producteur au consommateur et quelques coopératives)	Respect des limites maximales de résidus (LMR) exigé par les revendeurs	Labels des grandes surfaces et labels qualité
Implication des consommateurs	Fort : référendum sur l'agriculture et l'environnement	Faible, sauf dans le cadre de programmes menés par des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (programmes 'Community Sponsored Agriculture')		En hausse grâce à l'action de différentes ONG auprès des grandes surfaces et des campagnes de sensibilisation sur les résidus de pesticides	En hausse grâce aux différentes campagnes de sensibilisation de PAN (Association militant en faveur de la réduction des pesticides)

Nouveaux outils de vente et législation adaptée ne suffisent pas

Le développement d'une agriculture mettant en œuvre la Lutte Intégrée est limité par la demande du marché. La plupart des programmes de labellisation, mis en place par les grandes surfaces, sont une conséquence directe des crises sanitaires récentes et sont avant tout destinés à soutenir le volume des ventes. La plupart de ces programmes sont basés sur de Bonnes Pratiques Agricoles plutôt qu'une Lutte Intégrée. La mise en œuvre de nouvelles réglementations doit être accompagnée par les Services de Conseils Agricoles. Des formations doivent également être proposées aux agriculteurs. Faute de quoi, un grand nombre d'agriculteurs moins bien formés et dans une situation économique difficile se trouveront marginalisés et incapables de s'adapter.

Les conditions d'évolution vers les pratiques de Lutte Intégrée

Résumé

La volonté d'évoluer vers une Gestion Intégrée des Nuisibles est d'autant plus forte lorsque les producteurs sont organisés en groupements et bien intégrés dans une dynamique collective. Ensemble, ils parviennent à mettre au point des solutions techniques adaptées à leurs besoins, souvent grâce à l'aide d'un conseiller et parfois de scientifiques. Cette évolution est facilitée par des subventions publiques, comme par exemple, la création de programmes agri-environnementaux et un soutien affiché lors des débats publics en faveur d'une Lutte Intégrée.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Marco Barzman, ENDURE Assistant Coordinateur
Centre de recherches INRA
400, route de Chappes - BP 167
06903 Sophia-Antipolis Cedex - France
Email: endure.coord@sophia.inra.fr

A propos d'ENDURE

ENDURE est le Réseau Européen pour l'Exploitation Durable et la Protection des Cultures. ENDURE est un Réseau d'excellence (NoE) servant deux objectifs clés: restructurer la recherche européenne sur les produits de protection des cultures, développer de nouvelles pratiques d'utilisation, et établir ENDURE en tant qu'un leader mondial du développement et de la mise en œuvre de stratégies pour la lutte antiparasitaire durable, grâce à :

- > La création d'une communauté de recherche sur la protection durable des cultures
- > Un choix étendu de solutions à court terme proposé aux utilisateurs
- > Une approche holistique de la lutte antiparasitaire durable
- > La prise en compte et l'accompagnement des évolutions en matière de réglementation de la protection des plantes.

18 organisations dans 10 pays européens participent au programme ENDURE depuis quatre ans (2007-2010). ENDURE est financé par le 6ème Programme-cadre de la Commission Européenne, priorité 5 : qualité et sécurité alimentaire.

Site internet et Centre d'Information ENDURE : www.endure-network.eu

Cette publication est subventionnée par l'UE (Projet numéro : 031499), dans le cadre du 6ème programme-cadre, et est référencée sous le titre : ENDURE Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures Numéro 1 (French) – Les conditions d'évolution vers les pratiques de Lutte Intégrée. Publié en Octobre 2010.

© Photos, from top to bottom: A.S. Walker; INRA, C. Slagmulder; JKI, B. Hommel; Agroscope ART; SZIE; INRA, N. Bertrand; Vitropic; INRA, F. Carreras ; JKI, B. Hommel; INRA, J. Weber; INRA, J.F. Picard; JKI, B. Hommel

